

NON aux suppressions d'emplois ! Le CTL Morbihan envahi le 23 janvier 2019.

**Grand merci à toutes les agentes et les agents de Vannes qui se sont mobilisés ce mercredi afin de venir exprimer leur opposition aux
24 nouvelles suppressions d'emplois.**



C'est avec une soixantaine d'entre eux que nous avons investi la salle du Comité Technique devant statuer sur le sujet.

Après l'effet de surprise, et lecture d'une déclaration commune **Solidaires Finances Publiques 56 et CGT Finances Publiques 56**, la Direction a répondu brièvement à certaines interrogations et inquiétudes des agent.e.s qui se sont parfaitement exprimés sur la réalité de leur quotidien (nombreux dysfonctionnements des applications, changements et restructurations incessantes, charge de travail en constante augmentation dans tous les services...).

Le Directeur continue pourtant sur sa logique de destruction d'emplois : arguant des excellents résultats obtenus dans le Morbihan et se retranchant derrière les décisions politiques sur lesquelles il n'aurait pas la main.

Le summum a été atteint lorsque le Directeur a cyniquement déclaré que "cela était sans conséquences puisqu'il n'y a aucun licenciement" !!!

Les agentes et les agents présents ont été choqués par cet argument.

Solidaires Finances Publiques 56 et la CGT Finances Publiques 56 en accord avec les agentes et les agents ont quitté la salle, ne voulant pas participer à cette mascarade.

Tu trouveras ci-dessous la liste des emplois "sacrifiés":

Direction : - 2A+ et -2C / Paierie Départementale : -1B / Trésorerie Lorient Collectivités : -1C / Trésorerie de Pontivy : -1B / Trésorerie de Vannes Ménimur : -1B / Trésorerie de Lorient Hôpitaux : -4B et -1C / Fermeture de la Trésorerie de Sarzeau : -1B / Fermeture de la Trésorerie de Carnac : -1C / PCE Vannes : -1C / SIE Lorient : -1C / SIE Vannes : -1B / SIP Lorient : -1B et -1C / SIP Vannes : -1B / SIP Ploërmel : -1B / SIP Auray : -1C / Transfert des cellules CSP au PCRCP : -2B / Redéploiement SPFE : +1B

SYNDICAT NATIONAL
Solidaires
56
**Finances
Publiques**

56
**la
cgt**
**Finances
Publiques**

Déclaration commune Solidaires / CGT

Une DGFIP sacrifiée et des agents massacrés.

Sur le plan national : nombre d'implantations divisé par 4, - 25 000 emplois en 10 ans, 2130 emplois en 2019.

Sur le plan local : 16 trésoreries déjà fermées et des transferts de service à Vannes qui réduisent l'accès à un service public de proximité et à l'égalité de traitement des citoyens sur l'ensemble de du territoire, - 278 emplois depuis 2002 et 24 suppressions d'emplois en 2019

Dans ce contexte on nous impose la mise en place du prélèvement à la source tout en fusionnant les SIP et SIE de Vannes et Lorient dans la désorganisation la plus totale.

L'impréparation, les applications défailtantes, la tension liée à l'actualité, le manque de personnel, les déclarations incongrues et mensongère du Ministre de l'action et des comptes publics, qui ferait mieux de se taire, mettent en danger les agentes et les agents qui sont en première ligne.

Que cette mise en place du prélèvement à la source soit une privatisation de la mission de recouvrement de l'impôt sur le revenu est une évidence et on demande à chaque agente et agent de scier la branche sur laquelle il ou elle est assise en participant à sa mise en route à marche forcée.

Ce grand changement de mode de recouvrement a généré et c'était prévisible, un grand nombre de sollicitations (à l'accueil physique, téléphonique et par mail) qui au vu de la situation dégradée de notre administration n'est pas absorbable.

Cela est d'autant plus intolérable qu'aucune reconnaissance des efforts, voire sacrifices qui devront être consentis, n'est envisagée et que l'impréparation est patente.

Pour nous agentes et agents des Finances Publiques du Morbihan, cette situation est inacceptable et explosive.

Les services ont été surchargés dès le 2 janvier, il y a donc tout lieu de croire qu'à la fin du mois ils le seront encore plus. Cela dans un contexte social très tendu, marqué par la mobilisation des « gilets jaunes » dont les revendications portent beaucoup sur plus de justice fiscale et une remise en cause des projets gouvernementaux concernant la fonction publique et notamment sur l'accès au service public de proximité. Malgré tout le climat « anti-fiscal » est renforcé, et les agentes et agents de nos services en contact avec les usagers souffrent des réactions de colère provoquées par ces changements incessants qui ne peuvent être absorbés : ni d'un côté, ni de l'autre. Nous ne devons pas être les boucs émissaires des choix politiques et le rôle de notre hiérarchie serait de nous protéger.

Au-delà du prélèvement à la source, c'est bien de l'avenir de la DGFIP, de ses missions, de ses emplois, de sa présence sur le territoire au service de l'intérêt général qui est posé, tout comme la reconnaissance de l'engagement des agents, de leur technicité et de leurs qualifications.

Dans cette période cruciale les agents méritent une véritable reconnaissance d'un montant supérieur à 200 euros pour seulement 40 000 d'entre eux. Nous avons perdu 16 % de pouvoir d'achat depuis 2000 par rapport à la valeur du point d'indice, nous devons obtenir une revalorisation salariale immédiate et pérenne.

Nous, agentes et agents de la DGFIP du Morbihan refusons de participer aux funérailles de la DGFIP, de nos emplois, de nos missions, de nos métiers.

Au-delà de cela nous refusons d'être les fossoyeurs du service public.